

L'Union soviétique et le Tiers-Monde ¹

GILBERT ÉTIENNE

chargé de cours à l'*Institut universitaire de hautes études internationales, Genève*

De la politique soviétique à l'égard du Tiers-Monde, retenons les données suivantes : une partie des lignes directrices dérivent de l'histoire russe antérieure à 1917, époque où, après les raids des cosaques, le transsibérien s'avancait à travers l'Asie. La Révolution d'octobre crée un échiquier plus complexe : l'idéologie communiste et son expansion, phénomène qui va peu à peu faire sortir la diplomatie russe de son cadre ancien. Aujourd'hui celle-ci n'est pas seulement active sur des terrains où les tsars l'avaient précédée (Asie), mais elle s'aventure dans des régions nouvelles : Amérique latine, Afrique.

Diplomatie appuyée sur les courants de l'histoire impériale et communisme international ne donnent qu'une image incomplète du problème. Il faut y ajouter un autre facteur important : les relations économiques et commerciales.

Le fait colonial et la politique soviétique

Dans une conférence prononcée à Paris ², le sardar Panikkar, diplomate et historien de l'Inde, faisait remarquer que jusqu'en 1917, la Révolution de 1789 fut l'inspiratrice des mouvements nationaux en Europe comme dans les pays d'outre-mer. La chute de Nicolas II et la Révolution russe ont eu un grand retentissement dans les colonies. Les nationalistes asiatiques ont beau être souvent très loin du marxisme-léninisme, il n'empêche qu'ils ont été impressionnés, et parfois influencés, par l'idéologie et les réalisations matérielles des Soviets.

Il est capital de bien saisir cette attitude qui est la source de multiples malentendus entre le Tiers-Monde et les pays occidentaux.

Sans négliger le fait colonial, Karl Marx ne lui avait pas donné autant d'importance que Lénine. Déjà dans le premier numéro de sa revue, *Iskra*, ce dernier évoque l'expédition pour réprimer la révolte des Boxers, il critique la politique russe en Chine. Huit ans plus tard, Lénine consacre un article aux « matériaux inflammables de la politique mondiale » ³. Il établit un lien entre la révolution des prolétaires européens et la révolution antieuropéenne en Asie, principalement en Chine et en Inde : « L'incendie

¹ Nous nous référerons principalement à l'Asie et à l'Afrique.

² Ecole des langues orientales, automne 1951.

³ *Proletarii*, 27 juillet 1908, cité par J.-H. BRIMMEL : *Communism in South East Asia*, p. 24, Londres, Oxford University Press, 1959.

s'étend de manière si évidente dans la plupart des pays asiatiques qui, hier, étaient profondément endormis. »

Lénine ajoute une nouvelle dimension au marxisme : l'anticolonialisme, sujet qu'il développe dans son ouvrage : *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*.

Les bases de la politique soviétique sont ainsi jetées avant même que Lénine ait renversé l'ancien régime.

Entreprendre l'analyse détaillée de la thèse léniniste sur l'impérialisme et le capitalisme dépasserait le cadre de cet article. Retenons seulement quelques points de repère.

La domination coloniale n'est pas un phénomène uniforme et schématique. Au contraire, sa forme, ses buts et ses résultats ont été extrêmement variables. Il est impossible d'établir une sorte de dogme rigoureux comme le fait Lénine. Dans quelques pays, les apports politiques et économiques de l'étranger se sont révélés supérieurs aux côtés négatifs de la colonisation (Ceylan, la Malaisie, le Cambodge par exemple). Dans d'autres, le bilan est beaucoup plus difficile à établir. Plusieurs pages de l'histoire des Indes britanniques, de l'Annam, des Indes néerlandaises, de l'Afrique noire justifient entièrement la thèse léniniste : exploitation, pillage, avantages économiques exorbitants de la métropole... Néanmoins, ces phases qui ne font guère honneur à l'Occident ne doivent pas faire oublier d'autres périodes. Si les Britanniques ont saigné économiquement les Indes à la fin du XVIII^e siècle, ils ont agi de manière différente par la suite, soumis à deux courants contraires (on les retrouve en Egypte) : le maintien de leur hégémonie et de leurs avantages commerciaux très substantiels ; le développement du pays et la création d'un bon encadrement administratif renforcé de structures politiques et juridiques modernes.

Même si la thèse de Lénine est discutable en plusieurs points, il est évident qu'elle fut bien accueillie par les nationalistes asiatiques. A l'époque, les puissances coloniales ne songeaient nullement à céder, d'où la nécessité pour les leaders indiens, indonésiens, vietnamiens d'employer tous les moyens de propagande utiles à leur cause.

Dès l'établissement du régime soviétique, Lénine met ses idées en pratique : en mars 1919, le Komintern étudie les possibilités de révolution asiatique. En 1921, c'est la création de l'Université des travailleurs d'Asie à Moscou... Les premiers agents russes gagnent les points les plus névralgiques de l'Orient, les premiers communistes indigènes se révèlent de la Chine à l'Insulinde, de l'Inde au Monde arabe.

Si les Soviets renoncent à l'héritage des tsars en Chine et en Mandchourie, ils sont peu disposés à abandonner les immenses territoires qui vont de la Caspienne à Vladivostok. Ils réussissent une opération fort habile et qui dure encore aujourd'hui : se faire les champions de la lutte anticoloniale et conserver presque intact l'empire asiatique dont Pierre le Grand avait jeté les premières bases durables.

Il serait inexact d'employer le terme de colonialisme pour décrire le régime politique des républiques soviétiques d'Asie. En effet, le système établi par les Soviets diffère sur plusieurs points et de celui des tsars et de ceux des empires occidentaux au XIX^e siècle. D'autre part, faute de renseignements suffisamment complets sur ces immenses régions, il faut être prudent.

En fait, il semble que, tout en conservant leur emprise politique, les Soviets aient laissé — ou accordé — une assez large autonomie à leurs territoires asiatiques. Ils ont de plus fortement poussé leur mise en valeur, déjà bien avant 1939.

Les Occidentaux ont beau avoir raison de se demander si le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est scrupuleusement respecté au-delà de l'Oural, cet argument impressionne peu le Tiers-Monde. Les pays d'Afrique sont trop éloignés pour saisir le problème. Les pays limitrophes de l'Asie russe sont fort discrets. Bien rarement, dans des conversations avec des Indiens, des Pakistanais, même des Afghans, avons-nous entendu soulever cette question.

Habileté des Soviets, développement de la Sibérie et du Turkestan expliquent les réactions des Asiatiques. Par ailleurs, au moment où ces derniers viennent de se libérer de la domination occidentale, ils ne prêteront pas forcément une oreille attentive aux attaques de leurs anciens maîtres contre les républiques de l'Asie soviétique !

L'URSS dispose d'un autre atout. Pour beaucoup d'Asiatiques et pour tous les Africains, il s'agit d'un pays très lointain, peu connu et dont on n'a jamais eu à se plaindre. Elle bénéficie d'un préjugé plutôt favorable. En effet, les seuls Etats d'Asie qui subirent les contrecoups de l'impérialisme russe au XIX^e siècle furent la Turquie, l'Iran, l'Afghanistan et la Chine. Ce sont aussi les seuls qui, aujourd'hui, pourraient, grâce à leur voisinage, être victimes d'une action militaire directe venant de Moscou.

Ces différents facteurs expliquent pourquoi le Tiers-Monde réagit à la politique soviétique d'une manière souvent très différente de celles des pays occidentaux ; ils sont à la base des tendances neutralistes. Trop souvent l'Europe de l'Ouest et les Etats-Unis n'ont pas compris ces données pourtant assez élémentaires — d'où les erreurs dont nous reparlerons. De Washington, de Paris ou de Genève, l'Union soviétique ne présente pas le même visage que d'Accra, de Bagdad, de New Delhi.

Prenons un cas précis, et vécu : les réactions de l'Inde face à la révolution hongroise. Un diplomate européen reprochait alors au rédacteur d'un grand quotidien de Delhi (tendance centre-droite) de mettre des gants de boxe pour attaquer les Franco-Britanniques à Port-Saïd, et d'enfiler des gants de velours pour critiquer les Russes à Budapest !

Alors que l'Occident s'*indignait* à propos de la Hongrie et simplement *regrettait*¹ Port-Saïd, la réaction indienne était en somme inverse, comme celle de nombreux autres pays d'outre-mer.

L'opération franco-britannique dégageait un fumet par trop impérialiste. Avec stupeur l'Asie retrouvait la politique des canonnières qu'elle croyait définitivement révolue. Les craintes, la méfiance, tout un cortège de vieux sentiments revenait à la surface.

Survenant au même moment, la révolution hongroise n'eut pas le même écho. Dans les premiers jours, les Indiens étaient fort mal renseignés sur ce qui se passait réellement à Budapest. En outre les auteurs de la répression n'avaient jamais causé

¹ Et encore ce ne fut pas le cas dans tous les milieux.

de tort à l'Inde. Enfin il s'agissait d'un pays peu connu et très lointain. Il en résulta certes des critiques dans la presse et par la voix de M. Nehru, mais elles ne pouvaient se comparer à celles suscitées à propos de Port-Saïd.

L'évolution de la politique soviétique depuis 1945

Dans l'immédiat après-guerre, les Russes sont trop absorbés par leur reconstruction et le renforcement de leurs positions en Europe orientale pour accorder à l'Asie toute l'attention qu'elle mérite. Alors que le nationalisme africain commence seulement à se manifester, à l'est de Suez les colonies françaises, britanniques et néerlandaises sont entrées dans la phase décisive de leur lutte pour l'indépendance. 1946 : début de la guerre d'Indochine. 1947 : indépendance de l'Inde et du Pakistan. 1948 : indépendance de la Birmanie et de Ceylan. 1949 : consécration de l'indépendance indonésienne après quatre années de conflit.

Sauf en Chine et au Nord-Viet-nam, les partis communistes locaux n'arrivent pas à s'imposer. Des partis bourgeois et démocratiques prennent le pouvoir, avec dans certains cas (Inde, Birmanie) des tendances socialisantes, mais anti-marxistes-léninistes.

Sans s'engager totalement, les Soviets marquent leur réprobation devant de tels régimes. Lorsqu'en juin 1947 l'Académie des sciences de Moscou consacre une session d'étude à l'Inde, les meilleurs spécialistes sont sévères pour le parti du Congrès et M. Nehru¹.

Les nationalistes bourgeois sont considérés comme des complices de l'impérialisme. De leur côté, les leaders des nouveaux Etats ont peu de rapports diplomatiques avec Moscou. En Inde, l'agitation et à diverses reprises les insurrections de bandes communistes sont réprimées avec énergie.

Cette première phase : hostilité mal déguisée de Moscou aux régimes bourgeois d'Asie, commence à changer dans les années 1950 et 1951. Libérée d'une partie de ses soucis internes, l'URSS accorde une attention croissante aux pays du Tiers-Monde. La victoire de Mao Tsé-toung, la guerre de Corée, les événements d'Indochine accentuent cette tendance.

La diplomatie soviétique mesure le danger que pourraient présenter pour ses intérêts des liens trop étroits entre les nouveaux Etats asiatiques et leurs anciens maîtres. Elle a peut-être aussi mesuré l'impossibilité pour les partis communistes locaux de s'imposer dans l'immédiat. (Tentatives d'action directe du Parti communiste avortées ou en train d'avorter en Inde, en Birmanie, en Malaisie, aux Philippines.)

La mort de Staline (1953) va cristalliser les changements qui se préparaient à Moscou. On s'y aperçoit que, même non communistes, les régimes politiques qui prévalent de l'Egypte à l'Indonésie présentent un indéniable intérêt et que, de leur côté, les Etats-Unis entreprennent des sondages pour les attirer dans leur orbite. Ainsi, trois tendances se précisent : du côté russe, relations cordiales avec le Tiers-Monde, frein au soutien des communistes locaux, parfois même abandon de ceux-ci ; du côté

¹ JOHN KAUTSKY : *Moscow and the communist party of India*, p. 25, Londres, Chapman and Hall, 1956.

américain, politique des pactes militaires (pacte de Bagdad, OTASE conclu en 1954); du côté asiatique, à l'exception de l'Iraq, de l'Iran, du Pakistan, de la Thaïlande et des Philippines, non-engagement dans le conflit des deux blocs.

Les Soviets marquent tout d'abord de nombreux points, grâce à leur lucidité et grâce aux erreurs des chancelleries occidentales. Moscou commence à accorder une aide économique et technique à des pays non communistes : l'Afghanistan et l'Inde (1953-54). MM. Boulganine et Khrouchtchev font une tournée spectaculaire en Inde, en Birmanie et en Afghanistan (1955-56).

Le thème de la coexistence pacifique rencontre un écho favorable au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Est ; le dégel soviétique sur le plan intérieur rassure ou atténue les éventuelles appréhensions de nombreux démocrates indiens ou arabes.

Les Soviets soutiennent l'Egypte dans ses conflits avec Israël et les Franco-Britanniques. Ils jouent un rôle dans la conclusion de la guerre d'Indochine. De leur côté, les Chinois multiplient gestes et démonstrations d'amitié.

Dans cette voie, les Russes n'hésitent pas, sinon à sacrifier, du moins à négliger les partis communistes locaux. Sans mot dire, ils voient le président Nasser malmener rudement l'extrême gauche égyptienne. MM. Boulganine et Khrouchtchev multiplient les hommages non seulement à la politique étrangère de l'Inde mais à sa politique économique, qualifiée de réactionnaire quelques années plus tôt. M. Nehru ne demeure pas en reste. Tout en fustigeant ses compatriotes communistes, il accueille avec courtoisie ses hôtes soviétiques.

Le jeu pratiqué par Moscou correspond aux préoccupations des Asiatiques. On ne leur propose ni le communisme, ni des pactes militaires, mais des relations amicales, des liens économiques et, point capital, le refus de s'allier à l'Occident.

La diplomatie américaine fait alors pâle figure. Quelle méconnaissance de l'histoire et de la psychologie des pays à peine sortis de la colonisation ! Nous l'avons dit, l'Union soviétique ne présente pas le même visage, vue du Rhin ou des bords du Gange. Malgré plusieurs divorces coloniaux relativement paisibles, pouvait-on attendre des ex-colonisés qu'ils prennent fait et cause pour leurs anciens maîtres contre une puissance qu'ils connaissaient peu et qui ne leur avait jamais porté préjudice ? Ils n'en sentaient pas le besoin et craignaient, à tort ou à raison, une sorte de retour à la domination coloniale sous le couvert des pactes militaires.

Les Etats-Unis se voient peu à peu assimilés aux pires « impérialistes ». Les rares pays asiatiques qui répondent à leurs sollicitations et à celles des Britanniques le font souvent pour des mobiles fort éloignés de l'anticommunisme. Le Pakistan adhère aux pactes militaires avec l'espoir d'obtenir l'appui des Occidentaux contre l'Inde, calcul qui se révèle fort inexact.

Les Occidentaux reprennent du terrain

A partir de 1956, les Occidentaux regagnent du terrain, sauf au Moyen-Orient. Les Etats-Unis mettent un frein à leur pactomanie, ils s'aperçoivent que le neutralisme n'est pas aussi dangereux qu'ils ne le craignaient. Déjà en septembre 1956, ils concluent

avec l'Inde un accord sur la livraison de céréales, marquant la première étape d'une assistance qui n'a cessé de croître jusqu'à ce jour¹.

Non moins caractéristique est l'attitude de Washington dans l'affaire de Port-Saïd. Les neutralistes d'Asie voient brusquement les Etats-Unis s'engager à fond de leur côté, geste qui fait une grosse impression.

L'assouplissement de la politique américaine vis-à-vis des pays non engagés n'a cessé de se préciser jusqu'à l'arrivée au pouvoir du président Kennedy. Bénéficiant du terrain préparé depuis 1956-57 par son prédécesseur, celui-ci va encore plus loin dans son appréciation libérale du neutralisme. Les liens ne cessent de se renforcer entre New Dehli et Washington, tandis qu'en Afrique noire les Américains prêtent leur appui aux nouveaux Etats, même neutralistes, comme le Mali ou le Ghana.

Un autre facteur favorise la politique occidentale: la liquidation du contentieux colonial. L'Afrique noire française accède sans douleur à l'indépendance (seule fausse note: la Guinée, dont nous reparlerons). La guerre d'Algérie s'est enfin terminée. Les Anglais accélèrent la décolonisation. En Afrique occidentale, il ne leur reste que la minuscule Gambie. Sur le versant oriental, leurs dernières colonies, Kenya et Uganda, sont en marche vers l'indépendance.

Les ultimes vestiges coloniaux: l'Afrique portugaise et les Rhodésies, représentent des problèmes très graves. Mais, à ces deux exceptions près, le thème impérialisme-colonialisme commence à devenir périmé. Les Soviets y perdront un argument de poids, même s'ils le raniment en parlant de néo-colonialisme.

A mesure que la diplomatie soviétique étend son champ d'action, elle pénètre sur des terrains qu'elle connaît mal et auxquels elle est peu préparée. Caractéristique est à cet égard l'Afrique noire. Milieu ambiant, structures sociales, attitudes psychologiques, problèmes politiques cadrent difficilement dans l'optique marxiste-léniniste. Les Soviétiques sont trop rigides. Ils manquent de spécialistes. Cela donne lieu à des maladresses qui ne sont pas sans rappeler les aventures du «Ugly American». Il court à Conakry quelques histoires savoureuses sur les Russes et les Tchèques!

Les hiatus ne manquent pas non plus dans le domaine de la politique étrangère. Si vague soit-elle, la notion du neutralisme ne cesse de croître. Or, il n'est pas prouvé qu'elle soit automatiquement favorable à l'URSS, comme on l'a vu aux Nations Unies en 1960 et 1961, quand les Russes ont lancé leur idée de troïka. Même des neutralistes du genre guinéen ont eu maille à partir avec Moscou — d'où le renvoi très brutal de l'ambassadeur soviétique à Conakry (1961). On note aussi au Ghana un léger raffraîchissement vis-à-vis de l'URSS². Le Mali maintient un juste équilibre entre les deux blocs. L'Inde entretient des relations toujours plus cordiales avec les Etats-Unis, malgré l'épisode goanais. D'autres pays suivent un neutralisme plutôt favorable à l'Occident, telles la Malaisie, la Nigeria.

¹ L'aide américaine à l'Inde avait débuté bien avant, mais c'est à partir de 1956 qu'elle ne cesse de s'accroître.

² Voir le *Sunday Times* du 11 mars 1962.

Un autre facteur pousse à de meilleures relations entre puissances occidentales et pays neutralistes. Au moment où Washington proposait des pactes militaires à l'Asie et à l'Afrique, le non-alignement était pour Moscou un moindre mal. Or les Américains sont aujourd'hui beaucoup moins attirés par ce genre d'alliance, en même temps que les bases aériennes d'outre-mer deviennent moins nécessaires à leur stratégie. En jouant eux aussi la carte neutraliste, ou tout au moins en l'acceptant, les Alliés occidentaux ont engagé une compétition serrée. Les Soviétiques ne gagneront plus aussi facilement des points qu'aux beaux jours où J.F. Dulles qualifiait le neutralisme d'immoral !

Le modèle soviétique et le Tiers-Monde

Au refus d'adhérer à l'un ou à l'autre des deux blocs, correspond sur le plan interne du Tiers-Monde une sorte de *neutralisme socio-économique*. Avec des variantes et des écarts parfois très nets, se manifeste une tendance toujours plus marquée, à savoir le rejet aussi bien des conceptions libérales de l'Occident que du marxisme-léninisme. Plusieurs pays sont à la recherche de formules intermédiaires. Même si la note socialisante domine, elle ne franchit pas certaines limites. Dans la majorité des cas, elle se situe en dehors du communisme.

Les Américains ont mis du temps à comprendre. Trop souvent ils ont cherché à proposer, voire à imposer leurs formules économiques. Depuis quelques années ils se montrent beaucoup plus ouverts. Le socialisme de M. Nehru ne les empêche pas de lui apporter un appui financier et technique considérable. Le socialisme de M. N'Krumah n'a pas découragé l'aide américaine pour le barrage de la Volta, pas plus que le régime du Mali ne l'a incitée à s'en détourner.

Qu'en est-il des Soviétiques ? Comme nous l'avons vu, leur politique soutient les régimes bourgeois dits nationaux, avec le résultat qu'elle encourage de manière limitée les partis communistes locaux. Cette politique risque de devenir difficile à la longue. La résolution de Moscou (1960) des quatre-vingts partis communistes est assez ambiguë sur ce point, trahissant bien la contradiction de cette voie. Les partis communistes « soutiennent les actes des gouvernements nationaux qui visent à consolider les conquêtes déjà obtenues ». En même temps ils dénoncent les « intérêts égoïstes » de « l'aide réactionnaire de la bourgeoisie ». « Ils dénoncent l'utilisation démagogique, faite dans le même but, des mots d'ordre socialistes par des politiciens bourgeois. » Plus loin nous lisons : « Tout en répudiant, par principe, toute ingérence dans les affaires internes des jeunes Etats nationaux, ils (les partis communistes) estiment de leur devoir international de contribuer à la lutte des peuples pour l'affermissement de leur indépendance nationale »¹.

Bien qu'ils soient assez discrets, les Soviétiques n'admettent guère ce que nous avons appelé le *neutralisme socio-économique*. Lors d'une discussion avec un économiste soviétique à Moscou, l'impression était particulièrement nette. Tout d'abord,

¹ *Le Monde*, 7 décembre 1960.

comme l'a répété récemment M. Souslov, il n'y a pas de neutralisme en matière idéologique. Secondelement, la pensée soviétique se place dans un dualisme étroit: capitalisme ou communisme. « Dans quelle voie s'engagent les pays affranchis du joug colonialiste? Dans la voie du développement capitaliste ou dans celle du développement non capitaliste? ¹ »

Or, précisément, le Tiers-Monde cherche sa propre voie. Les Soviétiques auront peine à saisir cette optique et à la prendre au sérieux. Le socialisme de l'Inde et d'autres pays ne leur paraît pas solide, à cause des contradictions qu'il implique à leurs yeux.

Plus se renforcera le neutralisme socio-économique, plus il faudra de doigté et de modération à Moscou pour éviter les froissements des susceptibilités et les heurts. Si les pays africains ou asiatiques ont l'impression que, par l'entremise de leur assistance, les Russes cherchent à imposer leurs conceptions marxistes-léninistes, les réactions seront vives. Le brusque raidissement du président Sékou Touré en donne un avant-goût.

A l'heure actuelle, il serait difficile de faire plus que poser le problème de la confrontation marxisme-léninisme et neutralisme socio-économique. Si le désir de rejeter la voie de Washington et celle de Moscou est clair, les solutions de rechange, elles, sont encore assez vagues dans la majorité des cas. En Asie, peu de pays, à l'exception de l'Inde, se sont engagés de manière décisive dans un programme poussé de développement économique basé sur une doctrine assez précise. Beaucoup cherchent encore leur destin.

En Afrique noire, l'indépendance est trop récente dans la plupart des Etats pour que leurs dirigeants aient eu le temps de préciser leurs idées et surtout de les mettre en pratique.

Cette volonté de ne pas suivre les schémas socio-politiques et économiques soviétiques ou occidentaux nous paraît parfaitement légitime, car la grande majorité du Tiers-Monde fait face à des problèmes très différents de ceux qui se posaient aux dirigeants soviétiques ou à l'Europe libérale du xix^e siècle. Pour l'instant, les résultats concrets sont en général assez limités, mais il n'est pas exclu que, sous une forme ou une autre, les chemins médians finissent par se révéler beaucoup plus profitables qu'une copie des modèles étrangers de développement.

L'assistance économique

« Le commerce extérieur de l'URSS s'intègre dans l'ensemble de la politique étrangère de l'URSS », déclare la grande encyclopédie soviétique ². L'assistance économique aux pays neutralistes d'Asie et d'Afrique est un des principaux leviers de la politique soviétique dans cette partie du monde. Elle a commencé à se manifester en 1953-1955, dans un nombre tout d'abord limité de pays: Afghanistan, Inde, Birmanie, Egypte, Syrie... pour croître en volume et s'étendre à un nombre d'Etats toujours plus élevé.

¹ *Programme du Parti communiste de l'Union soviétique*, XXII^e Congrès, Moscou, Editions Etrangères, 1961, p. 46.

² Cité par JOSEPH-S. BERLINER: *Soviet economic aid*, p. 8. New York, Council of Foreign Relations, Praeger.

S'il est difficile d'arriver à des estimations exactes des capitaux engagés par l'Union soviétique et l'Europe orientale, les nouvelles publiées en URSS et dans les pays qui bénéficient de cette aide permettent d'établir un ordre de grandeur sans doute proche de la réalité (voir annexe, p. 119).

Il convient de distinguer les engagements pris par l'URSS et les crédits versés, l'écart étant très substantiel.

De 1953 à 1957, l'Union soviétique et ses alliés d'Europe accordent un total de 1100 millions de dollars aux pays non engagés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. En général il s'agit surtout d'aide économique. L'Inde vient en tête (362 millions de dollars), suivie par l'Egypte et la Syrie. Ne figurent qu'un seul pays d'Afrique noire: le Soudan, et deux Latino-américains: l'Argentine et le Paraguay.

L'URSS promet les trois quarts des fonds, la Tchécoslovaquie 176 millions, la RDA 103 millions. Hongrie, Pologne et Roumanie jouent un rôle minime¹.

Au cours de ces dernières années, le champ d'action soviétique s'élargit. Plusieurs pays d'Afrique noire devenus indépendants bénéficient de ses crédits. En Asie, de nouveaux Etats figurent sur la liste: l'Iraq peu après sa révolution du 14 juillet 1958, Ceylan et le Pakistan. En Amérique latine: Cuba et le Brésil.

Les engagements signés par le bloc de l'Est (Chine non comprise) sont de:

1958	560 millions de dollars
1959	900 millions de dollars
1960	1200 millions de dollars
1961	1063 millions de dollars ²

Les fonds déboursés ont été de 161 millions en 1959 et 178 millions en 1960.

Le décalage est très supérieur à celui de l'aide occidentale, ce qui s'explique, en partie au moins, par le caractère beaucoup plus récent de l'assistance du groupe communiste.

Les pays occidentaux et le Japon ont de leur côté accordé au Tiers-Monde 7,2 milliards de dollars en 1959 et 8 milliards en 1960 (contributions bilatérales et multilatérales). Dans l'ensemble il s'agit des sommes effectivement déboursées.

Il est à peine besoin de souligner l'écart qui sépare les deux contributions, situation au reste parfaitement normale si l'on compare les niveaux économiques des Etats bailleurs de fonds.

Quelles sont les principales caractéristiques de l'appui des pays socialistes?

Les destinataires ne sont pas forcément des neutralistes de tendance plutôt « dure » à l'égard des pays occidentaux: l'Inde bénéficie d'une des plus fortes contributions

¹ BERLINER: *op. cit.*, p. 207.

² *Les moyens financiers mis à disposition des pays en voie de développement économique en 1960*, OCDE, Paris, 1962.

(voir annexe), l'Ethiopie est plutôt favorable à l'Occident comme la Tunisie. Bien plus, le Pakistan, membre de l'OTASE, est devenu bénéficiaire de l'aide russe (crédit de 35 millions de dollars en 1961). On parle d'un éventuel accord entre la Thaïlande (autre membre de l'Otase) et l'URSS.

Les conditions dans lesquelles cette aide est accordée sont souvent beaucoup plus souples et accommodantes que celles des Occidentaux. Comme l'écrit M. Joseph Berliner : « Ils (les Soviétiques) ne posent pas de nombreuses questions statistiques sur l'économie du pays bénéficiaire afin de juger de l'opportunité de leur aide. Ils ne demandent pas une justification économique détaillée du projet considéré ¹. » En général, c'est à la requête de leur partenaire qu'ils font des suggestions.

Une telle pratique est diamétralement opposée aux méthodes de la Banque mondiale, par exemple, dont on sait les exigences.

Les Soviétiques ont dans leurs accords les mains beaucoup moins liées que les négociateurs occidentaux soumis aux contrôles de leurs parlements. De plus, leur système économique leur permet des variations de prix souvent substantielles, sans parler du faible intérêt (2,5 % par an) de leurs prêts.

En ce qui concerne les disponibilités en personnel technique, les Russes ont pu, dans certains cas, apporter un plus grand appui que les pays occidentaux. Significative est à cet égard la comparaison entre l'aciérie de Rurkela construite par les Allemands (Bonn) et celle de Bhilai, par les Russes (l'une et l'autre sont en Inde). A court de personnel dans leur propre pays, les Allemands n'ont pu envoyer un nombre assez élevé d'ingénieurs et de techniciens, alors que les Russes ne lésinaient pas plus sur leurs livraisons de matériel que sur la présence de leurs conseillers. Comme l'écrivait M. B.-G. Verghese : « Les experts soviétiques sont associés aux ingénieurs indiens dans chaque groupe de construction pour guider et superviser le travail. Cette coopération étroite est, sans doute, un des facteurs qui expliquent les progrès réalisés ². »

D'autres raisons interviennent dans la progression plus rapide de Bhilai. En revanche, la troisième aciérie nouvelle de l'Inde, celle de Durgapur, est construite par un consortium britannique. Sa création n'a pas rencontré les mêmes difficultés que Rurkela.

Dernier élément : le comportement personnel des conseillers soviétiques. Des articles de presse ont vanté leurs capacités et leur souplesse face à la lourdeur de certains Américains. Il est exact que, sur divers points, les Russes ont été plus habiles dans le passé, s'adaptant mieux aux conditions locales, apprenant la langue du pays. (Bien souvent, le fait de parler hindi vous fait passer en Inde pour un Russe.)

En dépit de l'effort accru des Soviets, il serait faux de sous-estimer les difficultés qu'ils rencontrent et celles qui les attendent.

Tout d'abord, les moyens du bloc de l'Est restent limités, comparés à ceux des pays occidentaux. Pour cette année, on ne prévoit pas une nouvelle hausse, d'autant plus que l'économie soviétique rencontre, notamment dans l'agriculture, des difficultés substantielles.

¹ *Op. cit.*, p. 153.

² *Times of India*, 12 novembre 1957.

Les Soviets accordent des crédits sous forme de matériel, principalement des biens d'équipement. Or les pays destinataires ont l'habitude des industries occidentales et de leurs normes. Le passage à des produits russes est parfois délicat.

En ce qui concerne les taux d'intérêt, les Américains n'entendent pas rester en arrière : un de leurs plus récents crédits à l'Inde (159 millions de dollars en février 1962) est remboursable en quarante ans, à un intérêt de 0,75 %.

La qualité des livraisons n'est pas toujours satisfaisante. M. Berliner s'en fait l'écho à propos de l'Egypte et de la Birmanie¹. Nous avons, lors de notre passage en Guinée (1960), recueilli des plaintes au sujet de divers produits venant de l'URSS et de Tchécoslovaquie.

Dans le domaine de l'assistance technique également, les pays de l'Est font face à des problèmes qui deviendront plus complexes à mesure que leur effort s'amplifie. Auront-ils assez d'experts rompus aux problèmes de développement dans un pays non communiste ? Nombre de leurs partenaires ont été formés dans les grandes écoles de Londres ou de Paris. Une bonne compréhension mutuelle sera parfois difficile à créer. Nous nous souvenons à ce propos d'un véritable dialogue de sourds entre des économistes indiens de Bombay et le vice-président du Gosplan.

La Guinée fournit à nouveau des exemples d'adaptation difficile. L'expert polonais chargé d'organiser le comptoir du commerce extérieur (organisme d'Etat) mit sur pied un projet inapplicable d'après les Guinéens. Une mission tchécoslovaque chargée de promouvoir les coopératives agricoles n'eut pas plus de succès, faute de connaissances du milieu ambiant.

Ces exemples ne visent pas à minimiser l'aide soviétique ou à en contester l'efficacité dans de nombreux cas. Bien au contraire ; mais ils ont pour but de montrer que les Occidentaux ne sont pas les seuls à rencontrer des difficultés. Les Américains du point IV Truman ont commis de grosses erreurs. Les Russes en ont évité quelques-unes, mais eux aussi s'aperçoivent aujourd'hui que leurs partenaires neutralistes ne sont pas toujours satisfaits de leur aide².

Conclusion

De cette fresque dessinée à très gros traits, retenons les principaux aspects.

Les rapports de force et d'influence du bloc de l'Est et des démocraties occidentales tendent plutôt à s'équilibrer. Après une poussée soviétique entre 1953 et 1956 environ, les Occidentaux ont en partie rétabli la balance, grâce à une politique plus réaliste et une aide accrue. Du côté afro-asiatique, le neutralisme ne joue pas toujours en faveur de Moscou. En consolidant son non-alignement, le Tiers-Monde peut devenir un pôle, ou au moins un facteur stabilisateur, dans la constellation internationale. Cela ne veut pas dire, comme on l'entend parfois, que les neutralistes deviennent, en quelque sorte,

¹ *Op. cit.*, p. 171.

² Voir à ce propos l'étude de la Commission des affaires étrangères du Sénat américain, *New York Times*, 16 avril 1962.

les arbitres du conflit entre les deux blocs, mais ils ont des chances de contribuer à la détente.

Deuxièmement, les Occidentaux conservent dans le domaine de l'assistance une avance qu'ils ne sont pas près de perdre. Imaginer que les Soviétiques pourraient prendre leur relève est une grossière illusion. Si cela s'est produit dans certains cas précis (Cuba), il serait impossible aux Soviétiques de répondre à toutes les sollicitations, faute de moyens financiers et de spécialistes en suffisance.

Troisièmement, les Occidentaux, comme les Soviétiques, auraient tout intérêt à dépolitiser au maximum leur aide. L'obsession du modèle, que ce soit la libre entreprise américaine ou le marxisme-léninisme, causera déboires et déceptions.

Notes du tableau de la page suivante

¹ Aide militaire pour une large part

² Y compris 10 millions de dollars de la RDA et 5 millions de dollars de la Bulgarie.

Ce tableau n'a qu'une valeur indicative. Il porte principalement sur l'aide économique, crédits pour l'achat de marchandises, remboursables dans des délais de sept à douze ans après livraison. Intérêt: 2,5 %. Délai d'utilisation cinq à sept ans.

Les remboursements se font surtout en marchandises exportées par les pays bénéficiaires des crédits.

On remarquera l'absence de la RDA (sauf un crédit à Cuba). D'une part, nous n'avons pu obtenir de renseignements précis, d'autre part, il semblerait que l'ampleur des exportations de la RDA vers l'URSS restreigne ses possibilités sur d'autres marchés.

Crédits accordés par le bloc soviétique aux pays du Tiers-Monde

		URSS	Hongrie	Pologne	Tchécoslovaquie	Roumanie	Total 1959-1961
Indonésie . . .	1959	18	—	5	—	—	
	1960	350 ¹	—	—	30	—	800
	1961	367 ¹	—	30	—	—	
Inde	1960	375	—	—	—	—	
	1961	125	—	30	84	—	614
Népal	1959	8	—	—	—	—	8
Pakistan	1961	35	—	—	—	—	35
Ceylan	1960	35	—	—	—	—	35
RAU	1960	225	—	—	20	—	245
Irak	1959	137	—	—	—	—	
	1960	45	—	—	34	—	216
Tunisie	1960	—	—	10	—	—	
	1961	28	—	—	10	—	48
Mali	1961	44	—	—	—	—	44
Guinée	1959	35	—	—	—	—	
	1961	—	—	—	10	—	45
Soudan	1961	22	—	—	—	—	22
Ethiopie	1959	100	—	—	—	—	100
Somalie	1961	44	—	—	—	—	44
Ghana	1960	40	—	—	—	—	
	1961	—	7	14	14	—	75
Cuba	1960	100	15	—	—	—	
	1961	100	—	—	—	—	245 ²
Argentine . . .	1959	—	—	5	—	—	5
Brésil	19.	—	—	—	—	50	50

Notes: voir page précédente

